

Meurtre à Westminster

Article rédigé par *Evelyne JOSLAIN*, le 21 janvier 2019

Dans quelques romans d'Agatha Christie, on découvre que plusieurs meurtriers s'étaient coalisés en secret pour trucidier un ennemi commun. Aujourd'hui, un tel crime est en train d'être commis par les conjurés anti-Brexit mais seul le génie de Shakespeare pourrait en sonder la vilainie. C'est Brexit qu'on assassine et donc la démocratie, conquise en des siècles de lutte contre le despotisme et réaffirmée en 2016 par référendum national, vote direct donc supérieur au Parlement.

Ceux qui traitent les peuples des états-nations de "populistes" et prétendent défendre "la démocratie" sont en vérité les suppôts d'une idéologie internationaliste et ne défendent que leurs intérêts égoïstes, très particuliers et à court terme, tandis que les peuples qui se révoltent contre ce despotisme moderne font passer le bien supérieur de leur nation d'abord et s'avèrent les seuls vrais démocrates.

Les vilains du drame sont à présent connus.

- May: chargée de "délivrer le Brexit", elle ne cesse depuis 30 mois de semer la confusion par sa détermination factice tout en agissant en avorteuse du Brexit. Son Chequers, rebaptisé "Plan de Retrait"(reddition sans conditions à l'UE) et rejeté sans appel par les 2/3 des Communes le 15 janvier, elle bat tous les records de déshonneur mais s'accroche encore au pouvoir. Elle prétend pouvoir sortir de la fondrière où elle s'est embourbée et obtenir des concessions des leaders de l'UE, surtout la suppression du "backstop", cette frontière absurde qui séparerait l'Ulster du reste du Royaume Uni pour éviter une frontière absurde entre les deux Irlandes!.

- Le "marécage" ("cabale", dit Steve Baker) composé de "Remainiacs" (ou Restards, berniques collées à l'UE)): bureaucrates mais aussi ministres de May, leur personnel, les caciques du party (qui n'a plus rien de Tory), et presque tous ceux des élus qui reçoivent des émoluments pour des fonctions paragouvernementales.

- Enfin, la majorité des MPs à Westminster, ceux qui ont sauvé May le 16 après l'avoir noyée le 15, font partie des conjurés, au désespoir du pays qui les a élus sur leur belle promesse d'obtenir la meilleure sortie possible!

La faiblesse abjecte de May renvoie le pouvoir à Westminster. Le Parlement a voté pour la mise en oeuvre de l'Article 50, selon lequel "si aucun accord n'a été approuvé (c'est le cas) une sortie sans accord tombe automatiquement à la date butoir du 29 mars 2019". Or, les Communes révoqueraient maintenant l'Article 50, leur propre vote par près de 500 voix, pour empêcher l'éventualité d'un No Deal Brexit ! C'est là une pièce maîtresse du crime constitutionnel en cours contre la nation: abrogation puis extension dans la durée de l'Article 50 sont des bas procédés qui voleraient les électeurs. Dans des rallies spontanés, le pays rappelle qu'il a voté "pour sortir de cette UE honnie, pas pour un accord quel qu'il soit"! Supprimer l'option par défaut qu'est le No Deal supprimerait le seul levier de négociation que les leaders européens redoutent en secret. La désinformation orchestrée par les "élites" de l'UE et les Remainiacs, dûment ressassée par tous les médias anglais et européens, prédit l'apocalypse alors que les avantages sont multiples pour les Anglais tandis que côté UE, les Euro fanatiques sont tétanisés à l'idée de perdre 39 milliards de Livres et d'avoir, eux, tous les inconvénients venant s'ajouter aux problèmes économiques et sociaux que leur dirigisme

provoque déjà. A tel point que Macron s'ingère dans ce qui ne le regarde pas pour répéter que "la sortie de l'UE est un mensonge qui a été vendu à un électorat crédule", lui qui est un mensonge vivant vendu à un électorat hagard !

Pour le moment, May résiste sur ce point à la "cabale" et à son Cabinet qui menace de "démissionner en masse". Mais personne ne la croit plus et le pays la méprise encore plus qu'elle ne l'est par les chefs de l'UE. Elle laisse même des officiels sortir de la neutralité à laquelle ils sont tenus alors qu'ils utilisent leur fonction pour influencer les acteurs dans le sens d'une éradication de ce levier tels le Chancelier de l'Echiquier, Philip Hammond, qui veut retirer les fonds dédiés à la préparation d'un No Deal, et le Speaker de la Chambre, John Bercow, qui ne se contente pas d'aboyer ORDER! mais exprime son intention de plier les règles parlementaires dans le sens d'un retour dans le giron de l'UE! Pas étonnant que la révolte gronde dans la plus ancienne démocratie. Liam Fox prédit un "tsunami politique".

Or, c'est la Chambre (les Communes) qui va de nouveau voter le 29 janvier sur ce que May aura pu bricoler. Seul un miracle pourrait la redresser de sa position d'humble demanderesse et la transformer en négociateur ferme, offrant à l'UE cet ultimatum: des concessions significatives, acceptables pour le peuple anglais, ou, à condition qu'elle en ait préservé l'option, le Brexit clair et net d'un No Deal, sans transition formelle. Il serait aussi en son pouvoir de demander à la Reine de suspendre le Parlement jusqu'au 29 mars, afin de l'empêcher de continuer à trahir les électeurs car, pire des scénarios, s'il repoussait indéfiniment la date de sortie, s'ouvrirait une période cauchemardesque qui pourrait entraîner un second référendum (typique de l'EU-Alcatraz) et, dans la foulée, des élections générales que le communiste Corbyn aux aguets pourrait gagner... Plus vraisemblablement, comme elle n'a toujours pas idée de consulter ceux qui ont les idées et les solutions, les ex-ministres Brexiteurs (Boris Johnson, Davis Davis, Dominique Raab...), les experts et économistes pro-Brexit, il se peut que May finisse par obtenir juste assez de concessions à l'UE pour arracher un accord, mauvais mais accepté aux Communes comme un moindre mal, pour en finir. En cette heure la plus sombre, tout peut arriver, y compris la catastrophe absolue: Pas de Brexit et Corbyn!

Evelyne JOSLAIN